

LA MONNAIE, VOUS CONNAISSEZ ?

ou

POUR QUE L'ARGENT NOUS SERVE AU LIEU DE NOUS ASSERVIR !

Imaginez que vous vous réveilliez un beau matin et découvriez que le système bancaire s'est effondré. Guichets bancaires fermés, distributeurs de monnaie désactivés, cartes de débit inutilisables... Votre estomac se noue, votre mental s'affole... Plus d'argent... Le monde s'arrête ! Enfin dans votre tête... car si vous regardez bien, vous respirez, tous les organes de votre corps fonctionnent comme hier, les rivières coulent, le blé continue de pousser dans les champs, le soleil s'est levé et votre chat, en s'étirant, s'est dirigé vers son bol avec sa nonchalance habituelle. Oh, bien sûr, on peut imaginer que le blocage du système va entraîner des changements majeurs, la production et le commerce vont être paralysés. Mais votre savoir-faire a-t-il disparu avec la monnaie ? Les plantes deviennent-elles incapables de pousser ? Les machines dans les usines ne peuvent-elles plus tourner ?... Non, tout ce qui est nécessaire à la vie est là, et si le chaos s'installe, c'est que nous n'aurons pas su dépasser l'idée que la monnaie n'est qu'un outil, certes utile, mais non essentiel.

Si ce point est évident pour vous (l'est-il?), il semble qu'il ne le soit pas dans l'esprit de nos dirigeants.

Lors de la crise grecque et, d'une façon plus générale de la question de l'endettement des pays de la zone euro, qu'est-ce qui a conditionné les mesures prises ? « Il fallait rassurer les marchés » nous a-t-on chanté sur tous les tons. Autrement dit, la priorité des priorités était (et est toujours) de donner aux investisseurs, entendez ceux qui ont la possibilité de prêter de l'argent, assez de garanties pour qu'ils soient intéressés à le faire.

Comment donc la communauté humaine a-t-elle pu tisser une toile dont elle se retrouve prisonnière à ce point ? Faisons un petit retour dans l'histoire, c'est en comprenant ce que l'on a fait qu'on trouvera les solutions adaptées.

Le principe de la monnaie

À l'origine, point de monnaie. Mais les communautés deviennent de plus en plus nombreuses et s'étendent sur des territoires de plus en plus vastes; les biens et services se diversifient et, dans ce contexte, le troc révèle ses limites : comment faire lorsqu'il n'y a pas réciprocité de besoin ? Comment régler la question d'équivalence dans l'échange ? Ainsi naquit la monnaie sous forme de « troc amélioré », qui n'arrive que dans le but de faciliter les échanges.

... Plus tard la monnaie métallique se répand en raison de ses multiples qualités: valeur facilement mesurable, aisément stockable, transportable, divisible.

Le principe de la double monnaie

Nous voici maintenant au moyen-âge, au moment où la monnaie métallique, d'or ou d'argent, s'est largement répandue. Mais les routes ne sont pas sûres. Les orfèvres, ancêtres des banquiers, ont alors une idée. Proposer aux marchands de déposer chez eux leur or contre remise d'une lettre de change qu'ils pourront transformer de nouveau en monnaie sonnante et trébuchante à destination. Le dispositif s'améliore rapidement lorsque les lettres deviennent transmissibles. X peut payer Y qui à son tour règle Z par simple transmission des lettres de change. Voilà posé le principe de la double monnaie :

- la « vraie monnaie » : celle d'or et d'argent tenue à l'abri chez les orfèvres
- et la « monnaie d'usage », les lettres de change qui passent de main en main au gré des transactions. Simples bouts de papier, elles n'ont pas de valeur propre, mais sont acceptées sans problème puisqu'elles sont promesses de « vraie monnaie » sur simple présentation au comptoir de l'orfèvre ou de l'un de ses confrères.

Ce principe est toujours d'actualité. Aujourd'hui, la « **vraie monnaie** », celle qui a seule valeur

légale et pouvoir libératoire, c'est la « monnaie de base », aussi appelée « monnaie centrale » parce qu'émise par la Banque centrale qui en détient le monopole d'émission. Cette « vraie monnaie » se présente sous deux formes.

- Scripturale (simple écriture) utilisée pour la tenue des comptes des banques commerciales. En effet, de même que nous avons un compte en banque, les banques, elles, ont un compte à la Banque centrale à partir duquel elles effectuent leurs transactions avec les autres banques et avec la Banque centrale.
- Fiduciaire (de confiance) ; ce sont les espèces (pièces et billets) distribuées par le réseau des banques commerciales à la demande de leur clientèle.

« **La monnaie d'usage** » est la monnaie scripturale bancaire, (monnaie de simple écriture) qui ne quitte jamais le réseau bancaire puisqu'elle transite toujours d'un compte à un autre, d'une banque à l'autre au gré des règlements par chèque, carte de paiement, traite, virement, etc. Elle n'a pas plus de valeur que les antiques lettres de change. Nous l'appelons monnaie par habitude, car nous effectuons au quotidien nos transactions avec elle, mais les banquiers, eux, savent que ce n'est pas de la monnaie mais seulement *promesse de paiement* en vraie monnaie. Quand votre relevé mensuel vous indique un solde créditeur de 1 000 euros, par exemple, c'est comme si vous receviez une enveloppe vide portant la mention suivante : « nous, banque « X », nous engageons à mettre dans cette enveloppe la somme de 1 000 euros en monnaie centrale quand vous le demanderez ».

Le principe de réserve fractionnaire

Tout au long de l'histoire de la monnaie, la rareté des métaux précieux rend délicate la satisfaction des besoins en monnaie. La confiance créée par la fiabilité du système d'escompte des lettres de change fait qu'elles circulent de main en main et que leur convertibilité en or ou argent n'est pas demandée systématiquement. L'or repose, inutilisé, dans les coffres des orfèvres, tandis que marchands et aristocrates manquent de monnaie pour leurs affaires. Pourquoi ne pas satisfaire leur demande en leur remettant une lettre de change, sans dépôt préalable, contre garantie et échéance de remboursement ? Ainsi, tandis que jusqu'alors la valeur des lettres de change en circulation équivalait celle détenue en métal, voilà que maintenant la réserve en « vraie monnaie » ne représente qu'une « fraction » de la monnaie d'usage, d'où l'expression « réserve fractionnaire ». Ni vu, ni connu, l'essentiel est de doser le risque afin d'être toujours en mesure d'honorer la demande de convertibilité.

Ce principe mis en place vers 1665 par les orfèvres devenus banquiers à cette occasion, relevant de la filouterie commerciale à l'origine, est aujourd'hui institutionnalisé et fondement du système monétaire mondial. La monnaie centrale (vraie monnaie) ne représente qu'une fraction de la masse monétaire en circulation. Pour être plus précis, la réglementation dans la zone euro prévoit que les banques commerciales doivent détenir une réserve obligatoire de 2 % des dépôts. Autrement dit, quand votre relevé indique que vous avez 1 000 euros, votre banque n'a en réalité que l'obligation de détenir 20 euros en monnaie centrale. En plus de cette réserve, elle doit faire face aux « fuites », c'est à dire à la demande d'espèces de la part de sa clientèle. Quoiqu'il en soit, une chose est certaine, le système tient sur le mensonge qui consiste à laisser croire que les banques détiennent l'équivalent en « vraie monnaie » de ce que nous y déposons.

Le principe de dématérialisation de la monnaie

C'est le développement chaotique mais irrépessible du « papier monnaie » qui va conduire à une dématérialisation progressive de la monnaie ; la « garantie or » ne fut que toile de fond destinée à établir le climat de confiance nécessaire au bon fonctionnement du système.

Jusqu'au 15 août 1971, seul le dollar américain restait convertible en or, mais ce jour là le Président Nixon abandonne cette possibilité. Et alors ? Ce fait divers fait basculer le monde dans une nouvelle ère, celle d'un système monétaire « virtuel » entièrement dématérialisé, où la monnaie ne vaut que la valeur qu'on lui accorde, entendez celle qui résulte du rapport de force qui s'exerce sur les marchés entre vendeurs et acheteurs et dont la quantité dépend exclusivement des règles du jeu

définies par les hommes eux-mêmes.

Le principe de création monétaire par monétisation d'actif non monétaire, de reconnaissances de dettes ou de créances

C'est la conséquence naturelle des principes précédents. La monnaie dématérialisée n'a plus d'existence propre puisqu'elle n'est associée à aucune contrepartie matérielle mesurable. Elle n'existe que sous forme d'écriture ou de papier monnaie. On est dès lors en droit de se demander d'où elle vient ? Eh bien, elle est émise en contrepartie d'une reconnaissance de dette, d'une garantie offerte au banquier.

Prenons un exemple. Vous avez besoin de 150 000 euros pour acheter un logement. Votre banquier, après examen de votre situation vous accorde ce crédit. Est-ce à dire qu'il le fait après avoir vérifié qu'il possède lui même la somme ou qu'il peut la prélever sur les dépôts de ses clients ? Non il n'a pas à se soucier de cela, car les banques ont le privilège de pouvoir « monétiser » (transformer en monnaie d'usage) un actif non monétaire (le contrat de prêt que vous signez avec elle). Autrement dit, avant votre demande, les 150 000 euros n'existaient pas, le banquier n'en disposait pas ; c'est votre demande acceptée par la banque qui les font « exister ».

Mais rappelez-vous le principe de la double monnaie. Certes, vous considérez que vous êtes plus riche de 150 000 euros puisqu'ils vont vous permettre de régler le vendeur qui est dans la même illusion que vous. Mais votre banquier, lui, sait qu'il ne s'agit là que d'une écriture comptable sans valeur réelle; disons sans conséquence tant que la somme reste inscrite sur un compte chez lui... Si le compte de votre vendeur est domicilié dans la même banque que vous (la même enseigne) pas de problème, elle débite votre compte et crédite l'autre. Mais si le compte de votre vendeur est ouvert dans une autre banque, celle-ci, bien au fait des choses, ne veut en aucun cas de cette « monnaie de singe ». Elle veut de la « vraie monnaie » ! C'est à ce moment là que votre banquier peut être confronté à ce que le monde bancaire appelle un besoin de « liquidité » (entendez un besoin de monnaie centrale) ; s'il n'en n'a pas assez, il tâchera de s'en procurer auprès de confrères qui en ont momentanément en surplus sur le marché interbancaire, ou auprès de la Banque centrale elle-même, c'est ce qu'on appelle le « refinancement ».

Il faut, bien évidemment, concevoir les choses, non transaction par transaction, mais dans un flux global. Tous les jours, la banque A doit à la banque B les chèques que cette dernière lui présente moins la valeur de ceux que la banque A détient sur B, et il en va de même pour l'ensemble des banques. À la fin de la journée chaque banque se trouve globalement soit en position créditrice (le réseau bancaire lui doit plus qu'elle ne lui doit) ou débitrice (elle doit plus au réseau qu'il ne lui doit), le total des soldes étant égal à zéro. Ce ne sont que les soldes débiteurs qui sont réglés en monnaie centrale par les banques débitrices; c'est la « compensation ».

Comprenez-vous maintenant pourquoi les banques cherchent à étendre et « fixer » la clientèle ? Plus leur part de marché est forte, plus grande est la possibilité statistique que les échanges se fassent entre clients au sein de la même banque, ce qui réduit d'autant le besoin de refinancement.

Le principe de l'argent - dette

Où sommes-nous rendus au fil de ces évolutions? Alors qu'autrefois on se trouvait dans un modèle de type « gâteau à partager », la masse monétaire étant reliée à une quantité de métal précieux existante, autant aujourd'hui on se situe dans un modèle de type argent / dette temporaire. Toute monnaie moderne est issue d'un **crédit**, c'est-à-dire d'une anticipation de richesse future à partager et échanger. Ce crédit peut soit avoir pour contrepartie une dette envers un émetteur privé ou une obligation créée par l'État

Pour conceptualiser les choses, imaginez que le système monétaire soit une baignoire. Celle-ci se remplit grâce au robinet « crédits acceptés », et chaque échéance payée correspond à une quantité de monnaie évacuée par la bonde « remboursement ». Le niveau de monnaie qui reste dans la baignoire, avec laquelle la société règle ses affaires au quotidien, dépend du rapport qui existe entre l'alimentation et l'écoulement.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là car, pendant que la monnaie circule dans la baignoire, certaines personnes se trouvent en situation d'en avoir en surplus (épargne). Les banques leur proposent alors de faire « travailler » leur argent, entendez, le placer contre rémunération, ce qui va leur permettre de fixer la clientèle, détenir le plus haut niveau possible de dépôts pour ne pas être contraintes à trop de refinancement qui leur coûterait plus cher.

Mais il existe aussi un intérêt de nature plus insidieuse: celui de maintenir dans l'inconscient collectif l'image ancestrale du « gâteau à partager » autrement dit **d'une monnaie qui existe en quantité limitée et qu'il faut prélever quelque part quand on la prête**. Car laisser apparaître que la banque a le privilège de vendre quelque chose qu'elle ne possède pas risquerait d'entraîner des questions trop gênantes, pouvant conduire à une remise en question d'un système qui lui est bigrement profitable. Rendez-vous compte: le principe d'argent-dette institue une dynamique des plus intéressantes pour ceux qui tiennent les cordons de la création monétaire :

- il place les peuples en état de subordination ;
- il enrichit les plus nantis au moyen de l'intérêt.

La privatisation de la monnaie

Mais la situation est plus explosive que cela. Car en ce XXI^{ème} siècle naissant, l'humanité doit relever des défis humains et écologiques considérables. Comme nous avons les connaissances, les moyens technologiques, les ressources humaines aussi, « grâce » aux quelques 200 millions de chômeurs mondiaux, et une monnaie dématérialisée que l'on peut créer à volonté, on pourrait se dire qu'il ne reste plus qu'à se mettre à l'ouvrage.

Hélas la classe dirigeante ne l'entend pas de cette oreille. Elle organise au contraire l'austérité au prétexte que le niveau de nos dettes fait douter « les marchés » quant à notre capacité à rembourser.

Vous remarquerez que la situation nous est présentée comme si nos Nations n'avaient pas d'autre choix que d'aller chercher les ressources dont elles ont besoin dans la poche de ceux qui en possèdent comme si nous étions toujours dans un système de type « gâteau à partager », où l'argent existe en quantité limitée.

Les effets sur la dette privée

L'endettement envers le système bancaire conduit à l'esclavage, ainsi que l'a bien résumé Jean Baudrillard : *« on revient avec le crédit à une situation proprement féodale, celle d'une fraction de travail due d'avance au seigneur, au travail asservi »*.

En effet, l'intérêt est probablement le concept économique le plus pernicieux car étant apparemment de petite valeur, il a tendance à être négligé, sous-estimé, accepté comme une chose naturelle.

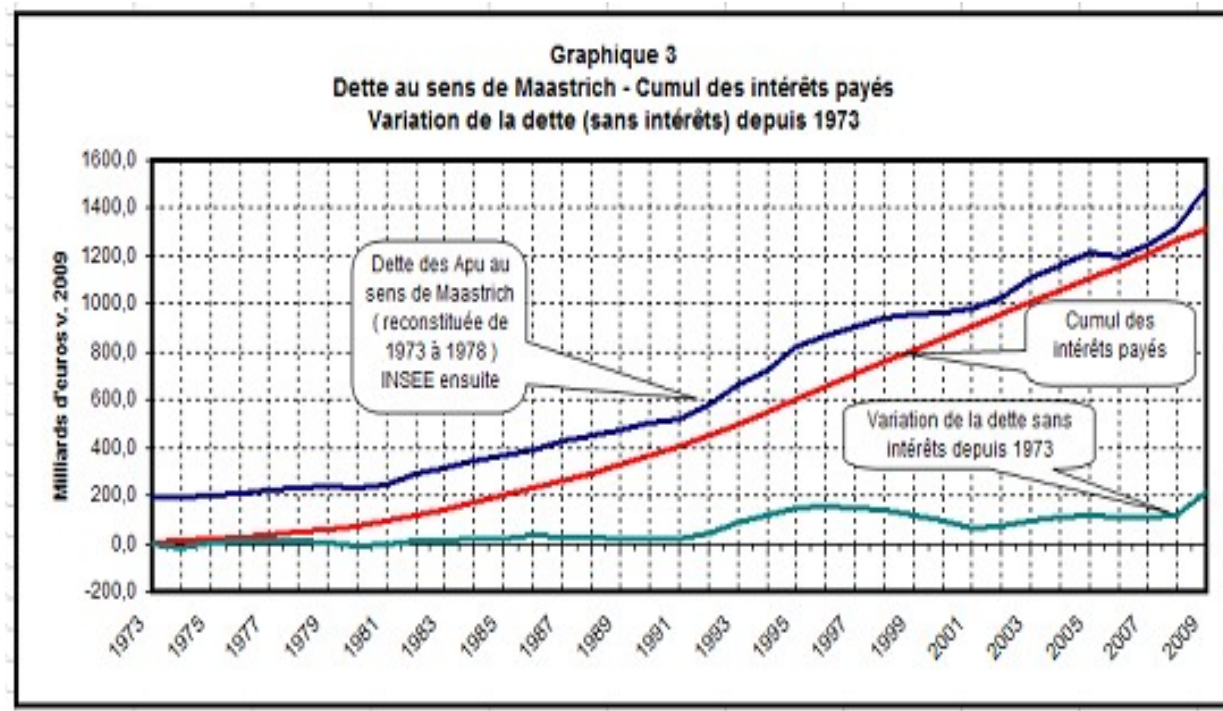
Il masque bien sa capacité fondamentale à transférer l'argent des mains de ceux qui n'en ont pas, à ceux qui en ont le plus. En effet, les premiers sont obligés d'emprunter de l'argent car ils en ont besoin pour vivre et les seconds leur prêtent puisqu'ils en disposent, n'en ayant pas besoin. Ainsi, par exemple, pour 10 000 € prêtés, il faut en rembourser 11 000. Les 1 000 € d'intérêts sont donc pris à ceux qui ont besoin d'argent, pour être donnés à ceux qui en ont déjà. L'intérêt est le facteur prépondérant de l'accumulation de richesse.

Une étude réalisée en Allemagne dans les années 1980 par Margrit Kennedy, ayant porté sur les revenus de 25 millions de foyers allemands, répartis en 10 classes selon leurs revenus démontre que l'intérêt ne profite qu'à la tranche supérieure, c'est-à-dire à 10 % de la population la plus aisée, qu'il est neutre pour les 10 % suivant et qu'il est prélevé sur 80 % de la population. L'intérêt est donc un des motifs de l'appauvrissement relatif des classes moyennes.

Mais il n'y a pas que ceux qui empruntent qui payent des intérêts, car, contrairement à ce que l'on pourrait croire, nous en payons tous, sans même nous en rendre compte. En effet, dès que nous achetons un bien ou un service, nous payons toujours une part d'intérêts incluse dans le prix et cette part est fonction des investissements qui ont été nécessaires pour la production considérée. Cette part peut atteindre 80 % si la production nécessite beaucoup de capital et peu de main-d'œuvre. **En moyenne, presque la moitié de nos prix hors taxes représente des intérêts versés à tous les stades de la production.**

Les effets sur la dette publique

Jugez-en plutôt en considérant sur ce graphique l'évolution de la dette publique française



Le résultat est accablant ! Au total, entre 1973 et la fin de 2009, nous avons payé 1 311 milliards d'euros d'intérêts. La dette, quant à elle, a augmenté de 1 300 milliards sur la même période. L'État est trop dépensier, nous-dit-on ! Allons, donc, regardez bien la ligne du bas; celle qui décrit l'évolution de la dette primaire, c'est-à-dire les comptes de la Nation hors intérêt. Si notre banque centrale avait pu créer notre monnaie en monétisant nos émissions d'obligations, (faire exactement ce qu'ont le droit de faire les banques commerciales envers les emprunteurs privés en monétisant leurs créances), la dette qui était de 189 milliards d'euros début 1973 ne serait que de 417 milliards au lieu de presque 1 500 milliards (tout en notant au passage qu'elle a fait un bond de 100 milliards en un an, sauvetage des banques oblige. Quelle magnifique pompe à fric garantissant mécaniquement la ponction de la richesse collective vers une élite privée!

Vous aurez enfin noté que nous avons présenté l'évolution de la dette française depuis 1973. Pourquoi ? Parce que c'est à cette date que notre pays a abandonné le pouvoir de créer sa monnaie par avances de la Banque de France au Trésor Public. (Loi 73-7 du 3 janvier qui précise en son article 25 : « *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque France* »). Autrement dit, l'État, lorsqu'il a besoin d'argent, ne peut plus emprunter ce dont il a besoin à sa Banque centrale et devient tributaire des marchés, des investisseurs privés. Sommes-nous un cas unique ? Non, nous n'avons fait que prendre en marche le train de l'idéologie « néolibérale » qui ouvrait les bras à la mondialisation, s'appuyant sur la libre circulation des capitaux, la dérèglementation et la privatisation. C'est dans ce même train qu'embarqua la Communauté européenne lorsqu'elle décréta dans le traité de Maastricht en son article 104 (devenu depuis article 123 du traité de Lisbonne) : « *Il est interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres [...]* ».

C'est comme cela que nos Nations sont devenues le jouet des agences de notation, qu'elles se voient contraintes d'accepter le démantèlement de leurs services publics et le transfert d'une partie de leur richesse pour satisfaire au diktat des investisseurs entre les mains desquels nos politiques nous ont

livrés, alors que l'avenir même de la planète est menacé et invite à mobiliser toutes nos ressources.

Or, comprenons bien une chose :

- le privé travaille pour l'intérêt exclusif de ses actionnaires. C'est sa mission.
- le public œuvre pour le bien commun, du moins est-ce sa vocation fondamentale.

Une création monétaire abandonnée au privé ne peut qu'obéir à des critères de rentabilité et de solvabilité dans le but de servir les seuls intérêts financiers de ses actionnaires sans considération des conséquences sociales et écologiques. Notre actualité est-elle assez édifiante ?

Le public, lui, pourrait créer la monnaie sur des critères de bien commun. Il pourrait prendre en considération des richesses non rentables financièrement mais profitables socialement. Il pourrait s'affranchir de la logique des marchés et mobiliser le fabuleux potentiel qu'offre la modernité à tous les niveaux pour créer un monde de suffisance heureuse pour tous.

Ce qui pourrait être fait

a) Objectif global :

Pour tout ce qui concerne le financement des projets collectifs de la zone euro – et en particulier pour financer la mutation qu'exige le défi écologique ainsi que le virage technologique pour pallier l'épuisement de certaines ressources naturelles, pour financer la recherche, un enseignement ainsi qu'un système de santé de qualité gratuits et, en général, pour tout ce qui sera considéré **démocratiquement** comme nécessaire pour l'amélioration collective de la qualité de la vie de façon durable,-- la Banque Centrale Européenne (BCE) devrait pouvoir être contrainte à des émissions monétaires directes, sans échéance et sans intérêts.

À défaut de faire aboutir ce projet au niveau européen, la France doit pouvoir opérer une reprise du droit régalien d'émettre la monnaie, éventuellement par émission d'une monnaie nationale, complémentaire à l'euro, quitte à se mettre en dissidence à l'égard de l'UE, non par anti européenisme mais pour se donner la possibilité de devenir un modèle d'inspiration pour les autres Nations.

b) Mesures pour aboutir

« Le 100% monnaie »

Proposé par Irving Fisher, soutenu par Maurice Allais (prix Nobel d'économie 1988 et de nombreux économistes libéraux ou non, elle consiste à abandonner le principe de réserve fractionnaire. Comment ? En relevant tout simplement le taux de réserve obligatoire des banques à la Banque centrale à 100 %. La monnaie d'usage serait donc couverte entièrement par de la « vraie monnaie » : la monnaie centrale (comme à l'époque où les lettres de change avaient leur équivalent or chez les orfèvres). Une telle réforme conduit à une autre, **la nationalisation réelle de la monnaie**. Cela passe par :

1. le transfert aux banques centrales (nationalisées lorsqu'elles ne le sont pas encore) du pouvoir de création de la totalité de la monnaie
2. l'interdiction à qui que ce soit, y compris les banques commerciales, de créer de nouveaux moyens de paiement.

Ces deux mesures complémentaires correspondent à une nationalisation de l'émission monétaire, (ce qui n'a rien à voir avec une nationalisation des banques). La différence majeure réside dans le fait qu'elles ne pourront prêter qu'en empruntant de la monnaie **préexistante**. Cela ramènera leur action dans les limites de leur vocation fondamentale, celle d'intermédiation.

Confier à la sphère publique le pouvoir d'émission de la monnaie, rend possible la réalisation de l'objectif global. **Tout en conservant son indépendance afin qu'un gouvernement indélicat ne puisse le contraindre à une émission de monnaie abusive**, la Banque centrale serait placée sous **mandat et contrôle citoyen**. Elle pourra ainsi réaliser les objectifs de la politique monétaire publiés dans le cadre de ce mandat démocratiquement fixé. Mais elle ne le fera plus indirectement comme aujourd'hui par ajustement des taux d'intérêt sensés influencer la quantité de monnaie scripturale créée par les banques sous forme de crédits. Elle décidera elle-même, périodiquement, combien il faut émettre en plus de la masse monétaire (ou retirer de la circulation)

Il ne s'agit donc pas de nationaliser les banques, mais l'émission de monnaie afin quelle obéisse à des critères de bien commun et faire en sorte que les intérêts s'ils s'avèrent nécessaires (mais c'est un autre débat), reviennent à la collectivité.

À ce qui précède, il faut ajouter (ce qui nous paraît indispensable) la réforme bancaire, suggérée par Maurice Allais, qui consiste en la dissociation totale des activités de la banque et leur attribution à trois catégories d'établissements distincts et indépendants : banques de dépôt, banques de prêt, banques d'affaires.

Comme l'écrivait Abraham Lincoln : *« le gouvernement devrait créer, émettre et faire circuler toute la monnaie nécessaire pour faire face à ses dépenses et assurer le pouvoir d'achat des citoyens. Si ce principe était respecté, cela ferait économiser aux contribuables les sommes colossales dues au titre de l'intérêt. L'argent cesserait d'être le maître, il deviendrait le serviteur de l'humanité »*

2 - La résolution de la dette publique

Ce qui précède permet aux États de retrouver une totale indépendance par rapport aux marchés de sorte qu'ils n'ont plus besoin de s'endetter. Mais, reste la question de la dette préalablement accumulée qui pèse lourdement sur les finances publiques ; rappelons qu'en France, le simple paiement de l'intérêt absorbe la quasi totalité de l'impôt sur le revenu, et ceci à condition que le taux n'augmente pas ! Il y a pourtant une possibilité de se libérer de la dette antérieure sans dommage pour la société. Pour ce faire, deux pistes : une option forte et une option douce

a) - L'option forte

Comme déjà plusieurs fois dans l'histoire du Monde, nous pouvons dire « aux marchés » que nous ne rembourserons pas. Et alors ? Laissons les faillites faire leur œuvre « d'assainissement » tout en veillant à préserver les dépôts et épargnes des citoyens. Et puisque nos pays, s'ils le choisissent, peuvent se rendre indépendants des marchés et émettre leur propre monnaie, quelle importance si les « investisseurs » nous lâchent : si notre balance des paiements est équilibrée, nous n'avons nul besoin de nous procurer des devises sur les « marchés monétaires ».

b) - L'option douce

Admettons que l'on choisisse de payer. Doit-on pour autant se serrer la ceinture et accepter le démantèlement de notre modèle social pour satisfaire nos créanciers ? Non et voici comment par exemple en prenant comme hypothèse un taux moyen des intérêts sur la dette de 4 % l'an (sur une dette initiale de 1 500 milliards).

On pourrait décider que la Banque de France émette chaque année un montant fixe de 100 milliards – qui servirait à racheter les titres de dette arrivant à échéance – plus les intérêts, soit 160 milliards la première année. Comme le budget serait en équilibre, la dette nominale de 1 500 milliards (à fin 2009) diminuerait et serait donc réduite à 1 400 milliards la seconde année. La Banque centrale émettrait à nouveau 100 milliards plus les intérêts qui s'élèveraient alors à 56 milliards. Etc. ... Ainsi, en 16 ans la totalité de la dette pourrait être remboursée, n'entraînant qu'une émission monétaire supplémentaire de 8 % la première année, et dégressive ensuite. Et même si cela entraîne un peu d'inflation, (ce qui est loin d'être prouvé), n'est-ce pas un moyen supplémentaire pour rendre plus léger ce qui reste à rembourser?

Au niveau mondial

Mais ce que nous réclamons ici pour l'Europe, à savoir pouvoir contraindre la BCE à émettre de la monnaie, ce que lui ont toujours interdit les différents traités, les États-Unis eux, en usent et en abusent, ce qu'ils appellent le « quantitative easing », façon élégante pour dire planche à billets. N'est-ce pas la démonstration que la solution que nous proposons n'est qu'une autre voie de garage ? L'Amérique et l'Europe s'opposent effectivement quant à la méthode à adopter pour sortir de la crise. L'Europe mise sur l'austérité, l'Oncle Sam, lui, parit sur la relance, le soutien à l'économie. Le « hic » est que créer de la monnaie sans une richesse réelle en contrepartie n'est qu'emplâtre sur jambe de bois. Or les États-Unis ne produisent plus. Ils consomment énormément, mais ils font produire par d'autres, la Chine en particulier. Mais les américains savent que le dollar bénéficie encore du privilège qui lui a été accordé à la fin de la deuxième guerre mondiale, celui d'être

monnaie de réserve et monnaie de commerce international. C'est un atout maître qu'ils comptent bien conserver le plus longtemps possible, mais les spécialistes savent que les milliards de la FED ne reposent sur rien et que tôt ou tard sonnera l'heure de vérité.

Alors des mesures analogues à celles que nous venons de préconiser pour l'Europe seront à étendre au reste du monde. Comment ? La place nous manque pour entrer dans les détails mais, que l'on se situe au niveau national, européen ou international, le fil conducteur est d'instituer un système de création monétaire **public et non pas privé**.

Qu'est-ce qu'on attend ?

Les crises que nous vivons (pauvreté, écologie, ressources non renouvelables, économie) ne sont que les symptômes d'un mal plus profond: Celui du paradigme où nos systèmes plongent leurs racines; paradigme idéologique qui, pour avoir été salutaire et permis la survie de notre espèce, devient aujourd'hui mortifère. C'est le **paradigme de survie** fondé sur la croyance en la rareté:.

Il pose en principe "qu'il n'y a pas assez pour tous »; principe qui n'a même pas à être énoncé dans la mesure où il s'impose naturellement par la peur de manquer et de mourir qui nous habite tous plus ou moins consciemment. Insidieusement, elle pousse l'individu à amasser pour se mettre à l'abri du besoin et à lutter pour prendre sa part et la défendre.

Le capitalisme en est l'expression parfaite par sa recherche de sécurité et du bonheur à force d'accumulation de capital, dans un jeu qui repose sur la compétition, hissée au rang de valeur supérieure sans laquelle l'être humain ne serait pas incité au progrès. C'est ainsi que le monde est engagé dans une grande partie d'échec où, derrière les sourires et les partenariats de façade, chaque État cherche à sécuriser son avenir en tâchant de contrôler les ressources essentielles à sa survie: alimentation, eau, énergie et, bien sûr, la monnaie qui, dans cette partie en cours, est « reine »

En ce début de XXIème siècle, nous vivons la période de tous les dangers et de tous les espoirs. Quel choix allons-nous faire? Laisser la monnaie devenir plus que jamais un outil de sélection et de pouvoir dans un environnement totalitaire de fait ou la faire évoluer vers un outil au service de tous les humains à l'intérieur d'un mode de production et de consommation gouverné non par le prix des choses, mais par ce que la Vie peut soutenir, en s'appuyant sur une expression élevée du jeu démocratique. Soyons bien certain que notre choix personnel est essentiel dans ce qui se fera.